



Une bibliothèque militante à la Grange-aux-Belles n°15 – octobre 2025

Lorsque vous venez dans les locaux nationaux de l'Union, passez voir cette bibliothèque, votre bibliothèque. Elle est située au 2^{ème} étage, dans la cafeteria. Les livres sont à disposition. Servez-vous et ... **pensez à les ramener**. Pour les camarades qui n'ont pas l'occasion de venir à un Bureau national, un Comité national, une formation syndicale, une réunion de commission Solidaires, un conseil fédéral ou quoi que ce soit organisé dans ces locaux, vous pouvez nous contacter si vous avez besoin d'un livre, ou de plusieurs ; on fera le nécessaire pour que vous y ayez accès.

De note en note, nous alternons entre la mise en avant d'un thème (féminisme, antiracisme, Amérique du Nord, révolution russe, éducation...) et celle d'une maison d'édition. En mars, c'était le féminisme ; en avril, les éditions Divergences ; en mai, l'Amérique du Nord ; en juin, les éditions L'échappée ; en septembre, l'Education. Pour octobre : voilà les éditions Syllepse.

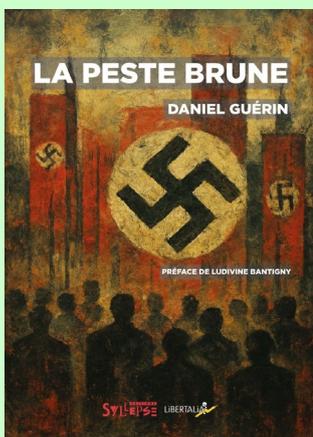


Pour nous contacter :
lina.cardenas@cefi.solidaires.org
mahieux@laboursolidarity.org



Editions Syllepse-----Editions Syllepse

Les Éditions Syllepse ont été fondées en 1989. Chacun de ses membres est un.e coopérateur ou coopératrice qui a fait le choix de se « faire éditeur/trice » pour faire vivre une maison d'édition engagée afin de créer un espace autonome, coopératif et autogéré d'édition. C'est également une économie solidaire que Syllepse construit, ouvrage après ouvrage, entre les auteurs/trices et leurs titres. Inséré-es dans le mouvement des mouvements de ceux et celles qui sont à la recherche d'autres possibles, nous avons bâti notre projet éditorial pour transgresser la frontière de la « fin de l'histoire » que certains ont cru pouvoir tracer sur les ruines des révolutions trahies et des utopies défaites. Il faut dégager un horizon qui éclaire les combats quotidiens et redonne corps aux espérances. Redonner l'espoir, c'est aussi faire vivre l'idée de la transformation sociale avec cette arme qu'est le livre.



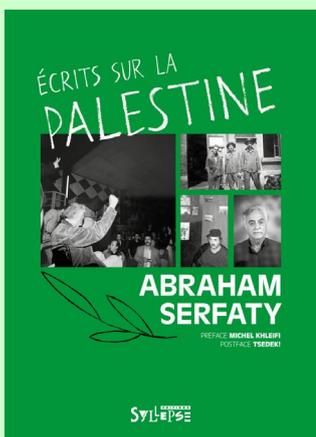
Extrait du texte de Daniel Guérin : « Cependant, la gauche, croyant ainsi gagner de vitesse le fascisme, voulut plagier un certain nombre de ses rituels, à commencer par le mythe de l'«homme providentiel», successivement emprunté par l'État fasciste à l'État stalinien, puis au fascisme par l'antifascisme. C'est ainsi qu'en 1936, on vit Léon Blum apparaître, dans des feux croisés de projecteurs, à des socialistes extasiés qui scandaient son nom jusqu'à épuisement et, dans la maison d'en face, le « fils du peuple » ne suscita pas moins le délire de ses fidèles. En inculquant au peuple de France, de traditions voltairiennes et libertaires, de tels comportements, n'a-t-on pas facilité, dans une certaine mesure, à plus longue échéance, l'éclosion du mythe du Maréchal «donnant sa vie pour la France»? Le fascisme n'hésite pas à séduire les masses au moyen d'une démagogie «passe-partout». Il promet la lune à chaque catégorie sociale, sans se soucier d'accumuler les contradictions dans son programme. Le socialisme, parce qu'il respecte les masses, devrait ne pas suivre le fascisme sur ce terrain. Et pour une autre raison encore, qui nous ramène au problème des classes moyennes: le socialisme ne peut pas mélanger dans un adroit cocktail l'anticapitalisme régressif des petits bourgeois (qui voudrait revenir à l'«âge d'or» précapitaliste) et l'anticapitalisme progressif des ouvriers; il doit souligner que la petite bourgeoisie et le prolétariat sont, chacun à sa façon, pressurés par le grand capital, afin de les associer dans la lutte immédiate contre les monopoles. Mais il devrait demeurer intransigeant sur les articles essentiels de son programme socialiste; autrement, il renoncerait à porter au capitalisme les coups décisifs, c'est-à-dire à promouvoir une société plus équitable et plus habitable pour tous ses membres. Et, pourtant, nous avons vu, en France, à partir de 1935, un grand parti ouvrier s'efforcer de disputer l'électeur au fascisme en imitant la démagogie passe-partout de ce dernier [...] »



Cela fait quelque trente ans que l'association Visa (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) scrute, analyse et dénonce les incursions des extrêmes droites – et plus particulièrement du Front national/Rassemblement national – sur les droits et libertés des citoyen·nes et des salarié·es.

Ce livre dresse un tableau des méfaits et projets des nouveaux fascismes que l'on voit à l'action sur l'ensemble de la planète (France, Italie, Russie, États-Unis, Iran...). C'est également un panorama des résistances et des luttes qui se mènent dans le monde du travail contre ces «nouveaux fascismes».

Association composée de structures syndicales les plus diverses, Visa nous propose un outil d'information et de réflexion utile à la lutte contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite.



Issu d'une famille juive tangéroise, Abraham Serfaty adhère au Parti communiste marocain en 1944. Militant pour l'indépendance de son pays, il est expulsé en France une première fois et ne pourra rentrer au Maroc qu'après l'indépendance, en 1956.

Au cours des décennies suivantes, il participera à de nombreuses luttes, en particulier au Maroc et pour la libération de la Palestine. Fondateur en 1970 du parti d'extrême gauche Ilal Amam, il est arrêté par le régime d'Hassan II en 1972. Libéré à la suite de manifestations massives, il entre ensuite dans la clandestinité avant d'être à nouveau arrêté en 1974. Il est condamné en 1977 à la prison à perpétuité et n'en sortira que fin 1991, à la suite d'une campagne internationale pour obtenir sa libération. Il sera, à nouveau, expulsé vers la France.

C'est entre 1981 et 1985 qu'il rédige, derrière les murs de la tristement célèbre prison de Kénitra, les textes publiés en 1992 sous le titre *Écrits de prison sur la Palestine*, dont cet ouvrage est une réédition considérablement enrichie, accompagnée d'un solide appareil critique. À rebours des discours dominants, loin des clichés, son œuvre s'attache à montrer le sionisme tel qu'il le perçoit : une idéologie raciste, colonialiste et impérialiste.

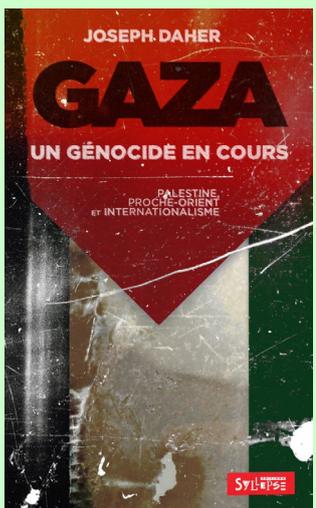
Il revient sur le statut des Juifs arabes en Israël, chair à canon et main-d'œuvre bon marché, sur le sort fait aux Palestiniens et le rôle joué par les États arabes dans la région. Liant, dans une perspective stratégique, luttes des masses israéliennes, révolutions arabe et palestinienne, A. Serfaty tente aussi d'esquisser des possibles émancipateurs pour les peuples de la région.



La SNCF est une société anonyme et le recrutement au statut a été supprimé. Les dysfonctionnements et les insatisfactions du public demeurent. Pourquoi ? Et si la prétendue « modernisation » recherchée avait échoué parce que les décideurs s'étaient trompés sur les objectifs et les méthodes ? C'est ce questionnement qui donne son titre à cet ouvrage. La thèse défendue est que cette modernisation est non seulement possible mais indispensable, en commençant par la remise à niveau du réseau.

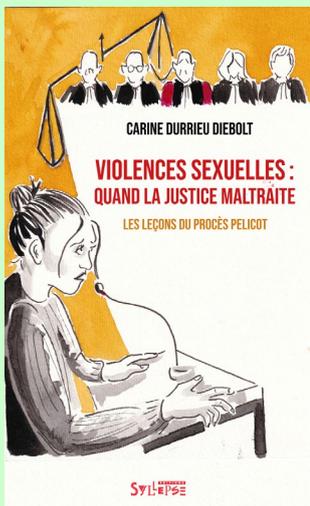
Mais la modernisation n'est pas que technique. Elle concerne aussi le mode de management de l'entreprise et sa gouvernance trop technocratique. Aujourd'hui, l'encadrement est fatigué par les mots d'ordre fluctuants et la primauté donnée au marketing plutôt qu'à la technique, ainsi que par les injonctions contradictoires qu'il doit gérer. À force de réformes inachevées mais allant toujours dans la même direction, les salariés dans leur ensemble ont perdu ce qui leur faisait aimer travailler à la SNCF.

L'auteur plaide pour un changement de paradigme pour créer les conditions d'une mobilisation des cheminots analogue à celle vécue à la Libération, quand ils ont dû retrouver les manches pour contribuer à la reconstruction du pays. Le déclic peut être l'urgence climatique. Pour enclencher un changement durable, il faut compléter les propos favorables au secteur ferroviaire par des investissements considérables. Mais ce n'est pas suffisant, il faut permettre aux cheminots et aux usagers d'être acteurs du changement en développant les modes de participation aux décisions, à tous les niveaux.



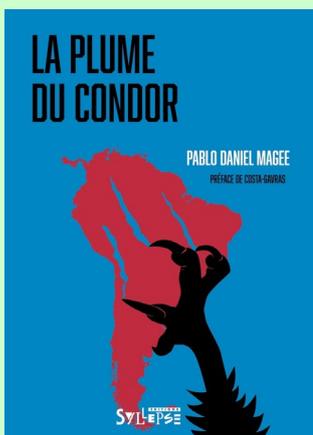
Plus d'un an après le début de la guerre déclenchée par Israël après les attaques du 7 octobre 2023, et alors que des voix, toujours plus nombreuses, n'ont cessé, malgré la répression, de s'élever pour dénoncer un génocide en cours, cet ouvrage se veut un outil pour comprendre la séquence ouverte par ces événements.

Débutant par un rappel historique remontant au projet sioniste et aux dynamiques coloniales du 20e siècle, l'auteur examine également le rôle historique joué par l'État d'Israël au Proche-Orient au service de l'impérialisme occidental. L'ouvrage revient ensuite sur l'usage de la notion de génocide pour qualifier la guerre contre la bande de Gaza et aborde la politique d'annexion et de colonisation continue en Cisjordanie. Il revient également sur la régionalisation du conflit, liée à l'histoire des agressions et des occupations israéliennes au Liban ainsi qu'aux dynamiques politiques du Proche-Orient. L'ouvrage s'achève sur la question de la solidarité internationale, et son importance cruciale dans le cadre de la libération de la Palestine.



L'affaire Pelicot a été comme un lanceur d'alerte sur la victimisation secondaire des victimes de violences sexuelles. On se remémore les mots de Gisèle Pelicot à propos de l'allégation d'une complicité avec son ex-mari : « J'ai l'impression que la coupable c'est moi et que derrière moi les 50 sont victimes ».

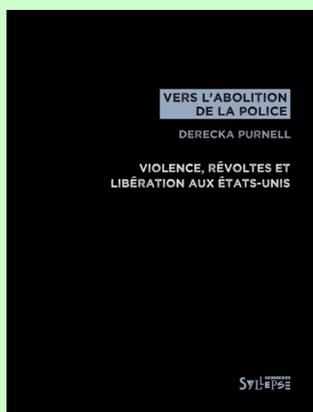
Le traitement judiciaire des violences sexuelles est actuellement, plus que pour d'autres infractions, maltraitant pour des victimes déjà fragilisées. C'est la double peine : elles ont vécu des violences sexuelles et elles vivent encore des violences judiciaires au-delà de ce qui est nécessaire. Interrogée par le quotidien Sud-Ouest, Carine Durrieu Diebolt – qui défend entre autres des plaignantes contre Gérard Depardieu – souligne que cette « victimisation secondaire » intervient dans « toutes les affaires », soit du fait de l'avocat de la défense, soit du fait des « acteurs de la justice ». C'est la quête d'une conciliation entre les droits de la défense et la protection des victimes, qui a motivé sa démarche de présenter la maltraitance judiciaire des victimes de violences sexuelles à travers quatre affaires, dans une vision prospective. C'est la première fois qu'une avocate écrit sur le sujet. Le sujet est d'actualité. Si l'affaire Pelicot a mis en lumière la victimisation secondaire, on attend aussi des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme qui risque de condamner la France pour victimisation secondaire.



Récit au souffle littéraire et à l'intensité documentaire exceptionnelle, *La plume du Condor* retrace la vie de Martín Almada, l'homme qui mit au jour en 1992 les archives de la Terreur : plus de cinq tonnes de documents secrets révélant l'existence de l'opération Condor, réseau transnational de répression coordonné par les dictatures sud-américaines dans les années 1970.

En 1978, après trois années dans les geôles paraguayennes du sanguinaire général Stroessner pour « crime de terrorisme intellectuel », Martín Almada parvient à gagner le Panama, puis la France, qui lui accorde l'asile. Pendant dix ans il va, à son tour, traquer le Condor. Devenu « le chasseur de Condor », il incarne, dans ce récit à la fois intime et historique, la résistance des peuples face à la terreur d'État.

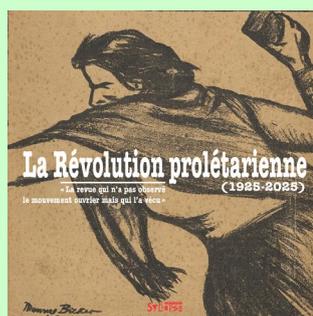
Pablo Daniel Magee signe une non-fiction sous forme de fresque haletante, mêlant enquête, mémoire et souffle romanesque. À travers une langue foisonnante, incarnée, traversée par la poésie et la rage, l'auteur redonne vie à celles et ceux qui ont osé affronter l'invisible et briser le silence.



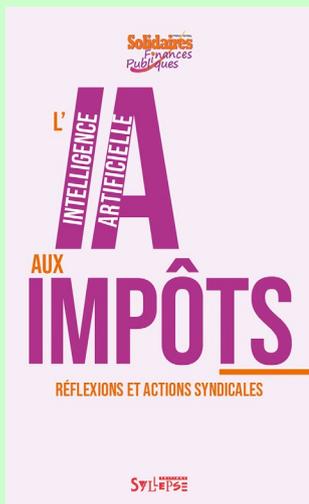
Depuis plus d'un siècle, les militants américains réclament une réforme de la police. Cependant, qu'il s'agisse d'initiatives de police de proximité ou de renforcement de la diversité, aucune de ces réformes n'a empêché la police de continuer à renforcer son pouvoir et à tuer des gens tous les jours, près d'un millier par an. Des millions d'Américains continuent de protester contre la violence parce que ces « solutions » ne sont pas à la hauteur du problème : la police ne peut être réformée.

Avec une plume sensible, déployant un récit autobiographique saisissant, Derecka Purnell retrace son propre parcours vers l'abolitionnisme, l'abolition de la police, et met ses lecteurs au défi d'envisager de nouveaux systèmes qui s'attaquent aux causes profondes de la violence. Grâce à une analyse politique novatrice et puisant dans des recherches historiques et des expériences méconnues, de Saint Louis à Ferguson, aux États-Unis, en passant par l'Afrique du Sud, de la Reconstruction, faisant suite à l'abolition de l'esclavage, aux manifestations contemporaines contre les crimes policiers, Derecka Purnell démontre l'impasse que constituent les réformes successives de la police en leur opposant les expériences d'auto-organisation et de prise en charge collective de

la question de la sécurité et de la violence. *Vers l'abolition de la police* montre que l'abolition ne consiste pas seulement à se débarrasser de la police, mais à s'engager à garantir un avenir de liberté, de communauté, de justice et de possibilités pour tous.



Fondée en 1925 par Pierre Monatte, figure majeure du syndicalisme du début du 20e siècle, *La Révolution prolétarienne* affiche depuis un siècle son credo: unité syndicale, autonomie du mouvement syndical vis-à-vis des partis, anticolonialisme, lutte contre le capitalisme et le stalinisme. Au fil des 827 numéros parus, on trouve des articles théoriques, des études documentées sur des grèves et des secteurs professionnels, des comptes rendus de congrès, des textes sur le féminisme, le colonialisme, l'environnement, des notes de lecture, des commentaires sur les événements culturels... De la révolution russe de 1917 à la révolution espagnole de 1936, des procès de Moscou aux grèves de juin 1936, de la décolonisation de l'Algérie à l'antiracisme et à la question de la laïcité, tous les grands moments du siècle écoulé se retrouvent dans *La Révolution prolétarienne*. La revue, qui paraît encore aujourd'hui, se veut toujours une « coopérative intellectuelle », qui ne vend pas d'« articles tout faits » ni de « comprimés d'idéologies »



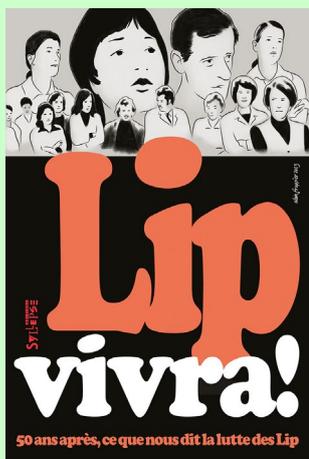
L'intelligence artificielle est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Tout le monde, ou presque, semble avoir un avis sur l'IA, pourtant une population reste curieusement absente – du moins volontairement écartée – de ces débats : les salarié·es et les agent·es de l'administration fiscale.

La Direction générale des finances publiques s'échine à être l'un des fers de lance de cette course effrénée à l'innovation. Les projets d'IA s'y multiplient : algorithmes du contrôle fiscal, Foncier innovant détectant les piscines non déclarées, etc. Les personnels y ont-ils été pleinement associés ? Non. Solidaires Finances Publiques, première organisation syndicale de la DGFIP, a-t-elle été écoutée, entendue ? Certainement pas.

Au-delà des arguments techniques qui sont systématiquement mis en avant se posent de réels choix de société. Quel service public souhaitons-nous ? Quels moyens techniques et humains veut-on valoriser pour lutter contre la fraude fiscale ?

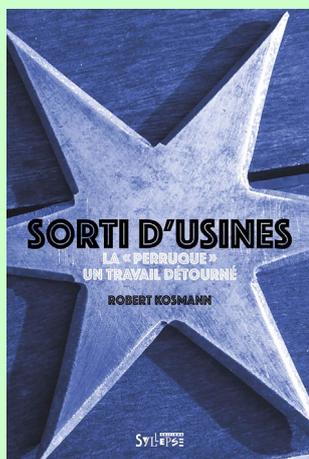
Solidaires Finances Publiques défend à la fois les compétences des personnels et une vision progressiste du service public. Si nous ne sommes pas opposés aux nouvelles technologies, nous refusons qu'elles ne soient déployées que par soucis d'économies et de suppressions d'emplois.

Ni technophobe ni technobéat, Solidaires Finances Publiques propose une vision technocritique des outils d'intelligence artificielle dans la fonction publique.



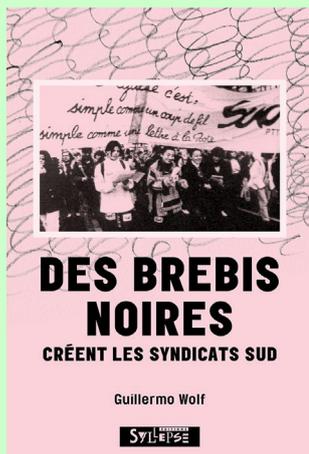
12 juin 1973, les ouvrier·es de l'usine horlogère Lip réquisitionnent et mettent à l'abri le stock de montres, qui devient leur « trésor de guerre ». Quelques jours plus tard, les Lip prennent une décision historique : la remise en route des chaînes de production. Tout l'été, au transistor, dans le journal, on suivait les épisodes de la lutte des horloger·es bisontin·es. On en parlait dans les ateliers, dans les bureaux, au bistrot. On achetait les montres que produisaient et vendaient les « hors-la-loi de Palente », qui allaient ainsi se verser une « paye ouvrière ». Le 29 septembre 1973, 100 000 manifestant·es convergeaient de toute la France pour soutenir les Lip.

On retrouvera dans ce recueil le souffle qui explique pourquoi, un demi-siècle plus tard, le « On fabrique, on vend, on se paie », claque encore comme le rappel d'un événement inoubliable, d'une fronde contre l'ordre capitaliste, tant pour celles et ceux qui y ont participé que pour le patronat et les gouvernants. On cheminera au fil des pages avec quelques figures des Lip, Charles Piaget, bien sûr, mais aussi Jean Raguénès, Marc Géhin, Fatima Demougeot, Roland Vittot ou Monique Piton et bien d'autres ! On y percevra aussi l'écho de la double lutte des femmes de Lip, contre leur patron mais aussi pour s'imposer dans un monde syndical masculin. Alors, oui, Lip vit et vivra !



La définition que donne le Larousse du terme « perruque » nous permet d'entrer directement dans le vif du sujet : « Fraude de l'ouvrier qui, détournant quelque matière appartenant à son employeur, la détourne à son profit. » Cette pratique transgressive consiste donc à utiliser matériaux et outils sur le lieu de travail, pendant le temps de travail, dans le but de fabriquer un objet en dehors de la production de l'entreprise. Formellement interdite, parfois tolérée, la perruque exprime le savoir-faire des ouvrier·es astreint·es le plus souvent à des tâches répétitives et monotones. Entre tolérance et clandestinité, entre vol et dû, entre labeur et loisir, entre habitudes et transgressions, entre individualité et appartenance au groupe, la perruque est tout cela à la fois. La perruque permet de percevoir que les organisations humaines, même les plus rationalisées et les plus encadrées, comportent des interstices de « liberté » et c'est précisément dans ces espaces que se glissent les « perruqueurs ». L'auteur, fraiseur mécanicien, a pu interroger des dizaines de « perruqueurs » sur leurs bricolages et leurs créations. Il trace également un tableau complet des débats, des études sur cette contestation du travail prescrit.

Un livre album illustré de 190 perruques en couleur à mettre dans toutes les mains.



En 1989 le premier syndicat SUD voit le jour aux PTT, en rupture avec une CFDT en plein recentrage.

Le titre de cet ouvrage fait d'ailleurs référence aux « moutons noirs » fustigés par Edmond Maire, secrétaire général de cette confédération de 1971 à 1988.

Ces syndicalistes essaieront au cours de la décennie suivante dans différents secteurs : santé, éducation, SNCF, etc. pour constituer aujourd'hui une union syndicale singulière dans le paysage syndical hexagonal.

Quelle était la place des femmes et des revendications féministes lors de la création de ces syndicats ? C'est la question à laquelle cet ouvrage tente de répondre.